



**HAL**  
open science

# Plans de sauvetage des banques Plans de rigueur pour les citoyens

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Plans de sauvetage des banques Plans de rigueur pour les citoyens. Aquilon, 2011. hal-03583650

**HAL Id: hal-03583650**

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03583650v1>

Submitted on 22 Feb 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Plans de sauvetage des banques  
Plans de rigueur pour les citoyens

Jacques Fontanel

Aquilon, 2011

Résumé : Le plan de sauvetage financier pour la Grèce ne manque pas de soulever des polémiques, car il conduit inéluctablement. Le plan de sauvetage de la Grèce conduit inéluctablement à une crise économique et sociale profonde du pays. L'ardoise grecque doit être effacée. La leçon de Keynes demandant une modération des indemnités financières de réparation excessives à l'Allemagne est oubliée. Le secteur bancaire, dans son ensemble, se trouve toujours dans un système de « win-win » par tous les moyens, afin que les Banques ne soient pas pénalisées. En situation de crise elle demande l'aide de l'Etat lequel s'endette. Par la suite, elles critiquent l'endettement du secteur public. La proposition d'instaurer une taxe financière mondiale, toujours rejetée par les Etats-Unis, pourrait être une solution intéressante.

Summary: The financial rescue plan for Greece does not fail to raise controversy, because it leads ineluctably. The bailout plan for Greece leads ineluctably to a deep economic and social crisis in the country. The Greek slate must be wiped clean. The lesson of Keynes calling for a moderation of excessive financial compensation to Germany is forgotten. The banking sector as a whole is always in a win-win situation by all means, so that the Banks are not penalized. In a crisis situation, they ask for help from the state, which gets into debt. Subsequently, they criticize the indebtedness of the public sector. The proposal to introduce a global financial tax, still rejected by the United States, could be an interesting solution.

Mots clés : Grèce, crise financières, crise économique, crise sociale, sauvetage des banques

Greece, financial crisis, economic crisis, social crisis, bank rescue

L'Union européenne, le FMI et la Banque centrale européenne exigent, pour obtenir leur soutien solidaire, un plan de sauvetage de la Grèce, qui se manifeste par de nouvelles coupes budgétaires et des hausses d'impôt afin d'obtenir le déblocage de 8 milliards d'euros de prêts supplémentaires, dans un climat de méfiance réciproque. Pour un endettement de l'ordre de 350 milliards d'euros, la Grèce mène une politique de récession, imposée par ses créanciers. Aujourd'hui, l'économie grecque connaît une forte récession et la croissance n'est pas prévue avant 2013, dans le meilleur des cas. Le gouvernement propose aujourd'hui une nouvelle grille de salaires pour les fonctionnaires et un mécanisme de réserve pour 30.000 fonctionnaires qui recevront 60 % de leur salaire pour trouver un emploi dans l'année, politique qui, évidemment, ne reçoit pas l'aval des syndicats. L'instauration du chômage technique dans tous les organismes publics, le gel des retraites d'ici à 2015 et la fusion ou la fermeture d'une trentaine d'organismes publics sont des mesures déjà engagées. Une taxe immobilière, qui ne s'applique pas à l'Eglise, a été votée, malgré l'absence d'un cadastre. Il est demandé un programme de privatisations afin d'éviter le défaut de paiement, comme si le secteur privé était toujours plus efficace dans la gestion des activités qui s'apparentent à des services publics. Certes, il s'agit de récupérer de l'argent pour favoriser le remboursement des dettes, mais c'est le moment le moins bien choisi pour le faire, au bénéfice encore du secteur privé.

Hier encore jugée improbable, le défaut de la Grèce devient de plus en plus une « solution » acceptée par plusieurs responsables politiques et économistes. Pourtant, pour l'ancien Directeur du FMI, Strauss-Kahn, il faut effacer l'ardoise grecque, reprenant ainsi, sous de nouvelles voies, la demande de Keynes au lendemain de la dernière guerre mondiale, d'éviter de réclamer des indemnités financières de réparation excessives à l'Allemagne vaincue. Les marchés financiers sont très chahutés. La propagation de la crise à d'autres pays de la zone euro pose clairement la question de la solidité des établissements bancaires. Or, l'ensemble du processus a dépendu du vote positif du Parlement allemand concernant le second plan de sauvetage à la Grèce, sans lequel toute la zone euro aurait connu une crise politique, économique, financière mais aussi sociale aux conséquences dramatiques, au moins à court terme.

Le plan de sauvetage financier pour la Grèce ne manque pas de soulever des polémiques. D'abord, le secteur bancaire, dans son ensemble, se trouve toujours dans un système de « win-win ». En cas d'expansion économique, il connaît une croissance formidable, avec des taux de rémunérations de d'avantages de toute sorte considérables (voire scandaleux) pour ses directeurs et traders. En cas de crise économique, auquel il a clairement participé en accentuant les phénomènes spéculatifs au détriment des investissements productifs, il fait appel aux Etats, lesquels s'endettent pour maintenir en vie un système en déséquilibre. Lorsque les banques ont retrouvé un semblant de

stabilité, elles s'étonnent que les Etats soient clairement endettés et elles témoignent alors à leur égard une forte ingratitude, celle qui naît de la cupidité et de l'absence de sens moral dans l'application des règles collectives.

Globalement, les banques gagnent de l'argent avec le commerce de l'argent. Plus les agents économiques s'endettent et plus les occasions de faire du profit augmentent. Comme les risques ne sont pas négligeables dans ces conditions, les banques se couvrent selon des règles et pratiques contestables, opaques, qui les rassurent dans leurs bénéfices, souvent au détriment de leurs clients. Au fond, les banques jouent avec l'argent des autres et lorsqu'elles sont grisées par les bénéfices potentiels à venir, il leur arrive aussi d'aller bien au-delà des règles de sécurité minimale. Lorsque certains défauts de paiements s'annoncent à l'horizon, alors elles en appellent à l'Etat pour que le système dans son ensemble ne s'effondre pas. Dans le cadre d'une économie mondialisée, les banques sont les premiers agents à percevoir le retournement de la conjoncture et des risques qui se transforment en réels accidents systémiques, avec les effets de boule de neige qui touchent progressivement tous les acteurs. Dans ces conditions, il leur est facile de réclamer le soutien des Etats, lesquels demandent alors aux citoyens et contribuables d'apporter leur obole au soutien d'un système économique qui s'effondre comme un jeu de cartes. Lorsque le système bancaire sort de cette mauvaise passe, il recommence à recommander une rigueur financière que lui-même ne s'est pas appliqué.

Les gouvernants cèdent à la pression des lobbies de la finance. Ils considèrent que les grands financiers sont plus compétents qu'eux pour éviter une crise majeure, sans remarquer que c'est principalement aux coupables qu'ils font appel pour trouver une solution rapide. Au fond, les risques des banques sont reportés aux contribuables lorsqu'ils sont devenus excessifs. Dans le cas de la Grèce, il leur est demandé de renflouer les banques de l'ensemble (à 10 % près) de leurs placements pour le moins hasardeux. Dans ce cas, les spéculateurs seront encore très bien placés pour faire des bénéfices considérables sur la base d'un sauvetage financier qui intéresse principalement les intérêts des banques, et non pas à ceux de la population grecque. Il va même être demandé aux Grecs des efforts complémentaires, par une réduction drastique de leur niveau de vie et l'abandon d'avancées sociales propres aux pays développés. Le fonds de soutien des États en difficultés (FESF) est destiné à recapitaliser les banques, mais, indépendamment des difficultés de sa ratification auprès des Parlements nationaux, ses ressources risquent d'être insuffisantes. Il faudrait sans doute au moins 1000 milliards d'euros pour faire face aux risques d'aujourd'hui.

Il est vrai que certaines banques pourront connaître des difficultés financières importantes si elles ne retrouvent pas leurs investissements grecs. Elles ont à la fois des problèmes de liquidité et de solvabilité avec les difficultés de leurs refinancements et l'insuffisance de leurs fonds propres. Les valeurs bancaires sont fragilisées par les craintes accrues d'une banqueroute de la Grèce et une recapitalisation semble pourtant nécessaire. Certaines banques sont plus

confrontées à des problèmes de liquidité (difficultés de refinancement) que de solvabilité (insuffisance des fonds propres). Il faudrait alors mettre les bénéfices en réserve (mais il en résulterait un ralentissement d'économies déjà faiblement dynamiques) ou se débarrasser des titres risqués de dettes souveraines (mais les taux d'intérêt augmenteraient et les défauts de paiement de Etats endettés deviendraient plausibles. Les regroupements de banques sont prévisibles partout en Europe, notamment en Espagne et en Allemagne. L'appel à la Bourse n'est possible que lorsque celle-ci n'est pas en crise.

Il faut être favorable à une prise de participations publiques dans le capital des banques, afin d'influer durablement sur leurs choix stratégiques, même en prenant le contrôle direct (à plus de 50 % des actions ayant un droit de vote). Celles-ci ont eu lieu en Irlande et au Royaume-Uni, mais elles ne sont que provisoires, destinées à ne pas durer. Dans ces pays chantres de la dérégulation financière, leur système en revient aux réglementations d'antant<sup>1</sup>, celles qui séparaient les activités de dépôts et crédits des activités d'investissement par les prises de position sur les marchés, afin de protéger les épargnants des effets pervers d'une spéculation qu'ils ne maîtrisent et même ne souhaitent pas. En juillet 2010, le président américain signe le Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act. Parmi les dispositions de cette réforme, à partir de 2014, la loi Volcker obligera les banques à choisir entre spéculer sur les marchés avec leurs fonds propres ("prop trading") et leur statut de banque de dépôt. En 2019, les dépôts des particuliers aux Royaume-Uni seront désormais protégés des risques spéculatifs. En cas de faillite, les autorités publiques ne devront sauver que la banque commerciale et non plus l'ensemble de l'établissement. En France, le modèle de banque universelle est analysé au contraire comme un rempart contre les soubresauts des marchés, grâce à la diversification des revenus des banques. Or, pour les épargnants cette solution n'a pas d'intérêt financier particulier, mais elle présente d'importants risques. Pourtant, devant la crise grecque, la question d'une recapitalisation publique des banques française a été évoquée et étudiée, mais le signal d'une telle opération aurait pu avoir des effets d'appel pour de nouvelles poussées spéculatives aux effets incontrôlés.

Or, l'aide de l'Etat reste gratuite, nous ne sommes pas dans une situation de prêt, mais dans celle du don, ce qui est pour le moins paradoxal au regard de l'activité même des banques, qui ne prête jamais sans intérêt. Sur ce point, la Finlande et les Pays-Bas demandent une juste rémunération de ces engagements. Avec un taux d'intérêt raisonnable, l'Etat pourrait devenir actionnaire et un contrôle public des banques pourrait alors se manifester. C'est la politique prônée par les Etats-Unis et le Royaume-Uni, lesquels n'ont pas renfloué les banques gratuitement, mais ont investi en actions et placements. La proposition européenne revient à refinancer gratuitement les banques à hauteur de leurs

---

<sup>1</sup> Au lendemain de la crise de 1929, et pendant plus d'un demi-siècle, le Glass-Steagall Act organisait une séparation stricte entre banque de détail et banque d'investissement avait été conçue dans le cadre du "New deal"),

investissements trop risqués, sans en obtenir d'autres avantages à terme pour les citoyens. Les finances publiques seront encore plus endettées et les banques pourront alors se montrer intraitables avec elles, les montrant suffisamment du doigt pour laisser croire qu'elles sont à la base de la crise financière actuelle. Si les banques font faillite, alors il faut les racheter.

La proposition d'instaurer une taxe financière mondiale, toujours rejetée par les Etats-Unis, pourrait être une solution intéressante. Mais elle implique l'unanimité et une organisation sans faille pour éviter les effets pervers, les exceptions et autres niches. L'objectif est de limiter la volatilité des marchés spéculatifs, en réduisant leur intérêt à l'achat ou la ventes sur des actifs aux marges de bénéfice faibles, qui produisent des bénéfices globaux satisfaisants grâce à l'importance des flux. Pour une taxe de 0,05 % de la valeur nominale des actifs financiers (change, actions, obligation et produits dérivés), les recettes potentielles pourraient atteindre plus de 100 milliards de dollars par an. La proposition franco-allemande n'a pour l'instant pas fait l'unanimité dans les pays de la zone. Les instances financières européennes privées et le Royaume-Uni restent hostiles à cette solution régionale, non applicable à l'ensemble des places financières, ce qui, sur ce marché concurrentiel, ne manquerait pas de les pénaliser.

La taxation des transactions financières proposée par la France et l'Allemagne remet en évidence l'intérêt de la « taxe Tobin », dont la mise en place ne peut être engagée que si tous les pays en acceptent les principes. Prévues à l'origine pour soutenir les pays en voie de développement, elles est aujourd'hui souhaitée pour une participation de la finance à la stabilisation des marchés financiers.

## Bibliographie

Engel, K., McKOY, P. (2011), *The Subprime virus: reckless credit, regulatory failure, and next steps*, Oxford University Press, N.Y.

FCIC (2011)-, *The Financial Crisis Inquiry Report : Final Report of the National Commission on the causes of the financial and economic crisis in the United States*, Financial Crisis Inquiry Commission, Government Printing Office, Washington DC.

Fontanel, J. (2007) *Questions d'éthique : guerre, démocratie, économie, éducation, marketing, sport, genre*, Economica, Paris.

Fontanel, J., Henriques, P. (2007) *Globalização em « análise » : geoeconomia e estrategia dos actores*, Piaget, Lisboa.

McLean, B., Nocera, J. (2010) *All the devils are here: The hidden history of the financial crisis*, Portfolio/Penguin. N.Y.

Roubini, N., Mihm, S. (2010), *Economie de crise. Une introduction à la finance du futur*. J-C. Lattès, Paris.

Stiglitz, J.E. (2010), *Le triomphe de la cupidité*, Les liens qui libèrent, Actes

Sud, Arles.

Taleb, N.N. (2010), *Le cugne noir, la puissance de l'imprévisible*, Les Belles Lettres, Paris.